

# ÉPISODE CÉVENOL 24

14 décembre 2021

## *Un courant d'air et de rivière*

### **Debout les enfants !!**

Nos élus prennent soin de nous. Ils nous connaissent, et se préoccupent même de savoir à quelle heure leurs administrés se lèvent le matin... C'est ce que l'on peut découvrir à la lecture d'un entretien réalisé par Objectif Gard dans un article en date du 5 décembre avec Michel Ruas, maire de Saint Jean du Gard.

Celui-ci nous dévoile son objectif de « remettre tout doucement les gens sur le marché du travail », avant d'ajouter : « Parce que quand vous êtes au chômage depuis plus d'un an, vous avez perdu l'habitude de vous lever le matin. Or dans la vie, c'est le travail qui vous valorise. » Car notre sociologue éclairé le sait bien, une personne sans travail se lève tard, c'est même à cela que l'on reconnaît sa détresse sociale. Et pour y remédier, rien de plus simple : du travail, et l'estime remonte d'elle même ! Cela n'a même rien de compliqué, il suffit juste de traverser la rue, comme disait l'autre...



Tous les travailleurs en attesteront, partir à 6 heures du mat' pour aller bosser à l'usine, laisser ses gosses à la crèche toute la journée (quand il y en a une dans le village, évidemment...), ramasser des cageots de pêches en plein cagnard pendant l'été, se casser le dos sur les chantiers, ou faire les ménages dans des hôtels chics pour neuf balles de l'heure – quand c'est déclaré – , quelle estime le travail peut nous procurer !! Nos patrons sont fiers de leurs employés qui refusent de se laisser aller à la tendancieuse idée d'une grasse matinée.

Mais ce n'est pas tout, le rédempteur des pantouflards n'apprécie guère l'assistanat : « Je ne suis pas contre les Restos du cœur, ils sont indispensables. Mais des associations

comme celles-là vous maintiennent dans votre état, voire vous laissent couler. Nous on veut les faire grandir. » Les travailleurs sociaux, présents depuis des années au jour le jour sur le terrain, feraient tout aussi bien de rentrer chez eux (pour rechercher un autre travail, évidemment...). Car c'est bien connu, l'exclusion sociale se combat à coup de CDD et de missions d'intérim ; le lien social, l'entraide, l'écoute, l'engagement associatif ou la solidarité, rien de tout cela ne peut apporter une quelconque estime de soi...

Allons, Monsieur Ruas, aidez nous à nous jeter dans les bras du marché de l'emploi avant que nous ne sombrions encore plus bas. Pour cela, peut être consentiriez-vous à nous offrir quelques réveils ou montres à bon marché pour nous voir grandir un peu ???

[Un chômeur, pourtant matinal, mais de mauvais poil]

### **Petite célébration de l'inutile et de la médiocrité**

Oh, merveille des merveilles que fut ce week-end du 13 novembre à Saint Jean! Pensez donc: camp militaire, "commando", hommes en treillis dans des jeeps qui devaient se croire revenus d'Irak ou du Mali tant est si forte la nostalgie guerrière qui sommeille chez beaucoup ! De nombreux et gros SUV tractant de monstrueux 4X4, qu'avec un seul des pneus tu payes ton loyer pour des mois, et dont nul ici n'aura jamais l'usage! Un terrain transformé en sol lunaire, comme ayant subi un bombardement intense, une sorte de mini Paris-Dakar cévenol! C'était beau, mais c'était beau! Formidablement culturel! Incroyablement responsable et intelligent! Un rodéo sans pareil! Quel bonheur! Une ode à la fraternité, la modestie, le silence, le partage de valeurs essentielles, et même essentiellement écologiques.

Et que donc célébrait cet événement fabuleux?

L'armistice qui mit fin au million de morts de la première guerre mondiale? L'horreur du Bataclan et des terrasses? Le grand espoir de la COP 26 censée réduire nos émissions carbone, nos dépenses de carburant, la pollution de l'air, les énergies fossiles? Que nenni! Mais alors quoi ? C'était sans doute, comme il l'était annoncé dans le numéro 01-21 du journal municipal de St Jean, une façon de "développer l'identité Saint Jeannaise". Mieux vaut rire que pleurer, la grimace est plus belle.

[bernard blangenais]

# Un monde à changer ?

L'histoire de la crise environnementale et climatique est souvent racontée comme le fait d'une prise de conscience soudaine des erreurs commises « dans le passé ». Il y aurait un avant, sorte de période obscure où l'être humain ignorait les conséquences de ses actes, et un après où il dispose de savoirs modernes et ne peut plus ignorer les effets de ses activités. Tout irait pour le mieux, car celui-ci, dorénavant averti et résolument déterminé à racheter sa mauvaise conduite antérieure, ne serait plus qu'à un doigt de sauver la planète !

Ce récit optimiste, aux allures de fable pour enfants, accrédite l'idée d'une conception linéaire du progrès où l'innovation technologique n'aurait de cesse d'amener l'humanité vers un stade plus avancé et favorable à son développement. Il limite ainsi la résolution des enjeux écologiques contemporains au seul domaine technoscientifique, et exclu tout autre champ de réflexion, notamment socio-économique et politique. De ce fait, il contribue à la dépolitisation des débats environnementaux en masquant les antagonismes qui mettent en valeur les liens pourtant indissociables entre la poursuite du « business-as-usual », l'accroissement des inégalités, et la destruction du monde vivant.

## Le mythe du progrès en question

Les historiens des sciences, des techniques et de l'environnement l'ont pourtant bien montré : les savoirs qui ont existé concernant le changement climatique remontent au moins au XVI<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. La question du lien entre déboisement et changement climatique est par exemple très présente à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, les arguments liant l'environnement à la santé sont omniprésents dans les plaintes et les procès contre les usines polluantes. Les connaissances scientifiques sont déjà suffisamment élaborées pour analyser sérieusement les consé-

quences de l'activité humaine sur la planète : Joseph Fourier théorise l'effet de serre en 1824, Svante Arrhenius affirme dès 1896 que la combustion des matières fossiles peut avoir comme conséquence une augmentation du réchauffement global. Le mythe de « la prise de conscience soudaine » ne résiste donc pas à l'étude historique : le risque technologique et les limites physiques des capacités terrestres ont été conceptualisés et considérés par les économistes et les dirigeants dès l'époque moderne et durant toute la période industrielle. Il n'a pas fallu attendre le premier rapport du GIEC de 1990 où le sommet de la Terre des Nations Unies tenu à Rio deux années plus tard pour que des alertes et des oppositions soient lancées !

Ainsi, si les controverses environnementales sont contemporaines de l'utilisation massive des nouvelles ressources énergétiques et technologiques employées durant cette période, pourquoi, leur nocivité étant alors avérée, celles-ci n'ont-elles pas été stoppées ? C'est à ce niveau qu'il faut s'attaquer à un deuxième mythe : celui de la transition énergétique. Ce concept voudrait associer à l'abandon d'une ressource son remplacement par une autre plus efficace ou moins polluante. C'est ainsi qu'à l'utilisation du bois aurait succédé celle du charbon, et qu'au pétrole succéderait les énergies dites renouvelables. Or, là encore, le raisonnement ne tient pas face à un examen critique : « Il n'y a pas de transitions énergétiques à l'échelle globale, mais uniquement des additions ; à chaque fois qu'une nouvelle source d'énergie devient dominante, ce n'est pas en vertu d'une qualité intrinsèque supérieure ou d'un coût inférieur, mais parce qu'elle favorise un bloc social particulier, un système socio-économique ou une configuration géopolitique. L'histoire matérielle des sociétés modernes est fondamentalement cumulative »<sup>2</sup>. Les exemples de la déforestation en Amazonie ou de l'ouverture de fameuses mines de charbon en Australie illustrent parfaitement cette thèse. La consommation de matières premières est en constante augmentation depuis les débuts de l'ère industrielle et aucune n'a connu à ce jour



de baisse significative, excepté durant la mise à l'arrêt d'une partie de l'économie en 2020 lors la pandémie de Covid-19... La société ne se décarbone pas – loin de là – et n'est pas en voie de le faire, malgré les promesses de transition largement mises en avant par le discours dominant.

## Tous responsables ?

Le constat est alarmant, chacun le sait. L'humanité n'est pas confrontée à une simple crise environnementale passagère, mais est entrée, du fait de son activité insensée, dans une nouvelle ère géologique nommée anthropocène. Ce terme caractérise l'avènement des hommes comme principale force de changement sur Terre, dépassant les forces géophysiques. Si le concept a

le mérite de donner une importance certaine à la gravité de la situation, « il a toutefois la fâcheuse tendance d'unifier l'humanité de manière indifférenciée : désigner l'espèce humaine comme responsable de la crise environnementale, c'est oublier les rapports économiques, sociaux et coloniaux qui, sous l'effet de la classe dominante, ont conditionné le changement climatique »<sup>3</sup>. En effet, des études récentes sur les inégalités mondiales montrent que la carte de la pollution par le carbone se confond parfaitement avec celle des disparités économiques. Les 10% les plus riches de la population mondiale émettent près de 48% des émissions mondiales - les 1% les plus riches en produisant 17% du total - tandis que la moitié la plus pauvre de la population mondiale n'est responsable que de 12%. Des richesses générées ces dernières années dans le monde, 82 % ont profité aux 1 % les plus riches, alors que les 3,7 milliards de personnes qui forment la moitié la plus pauvre de la planète n'en ont rien vu.

Mais au delà d'exemples chiffrés, c'est bien les causes structurelles – que sont le capital, le productivisme, la colonisation, la guerre, le patriarcat, l'idéologie du progrès, le consumérisme, etc. – qu'il faut identifier comme source du problème, et non rester figé dans le cadre d'analyse sectoriel et techniciste imposé par les tenants d'une croissance à tout prix. Autrement dit, « quand on parle d'agir pour le vivant, on devrait commencer par prendre conscience de qui agit contre le vivant »<sup>4</sup>. Le discours dominant est au contraire celui



d'un dépassement de la politique classique par la question écologique où il faudrait avancer ensemble au-delà des clivages, pourtant : « il est important de réaliser qu'il n'y aura jamais de consensus écologique, car il ne peut pas y en avoir un : nous devons choisir entre des politiques environnementales pour la majorité ou pour une riche minorité, et il n'y aura probablement jamais consensus autour d'une de ces deux options »<sup>5</sup>. Il importe de s'extraire du faux débat posé sur la question technologique et la notion de progrès laissant comme seule alternative le retour à la bougie ou la 5G, mais

plutôt comprendre qu'avec le dérèglement climatique et la destruction du vivant, il n'y a seulement que des gagnants et des perdants. Des pays comme la Russie et la Chine pourront profiter des larges réserves d'hydrocarbures en arctique rendues disponibles par la fonte des glaces, d'autres pays industrialisés tels l'Allemagne ou la France investiront dans le développement du photovoltaïque ou de l'éolien, et les communautés autochtones des pays du sud n'auront qu'à subir les conséquences de l'extractivisme et des monocultures destinées au captage du carbone pour compenser les industries polluantes des pays riches...

### Et maintenant ?

Les décisions et accords pris lors des sommets internationaux sont symptomatiques des quelques éléments de réflexion énoncés brièvement ci-dessus. Un article scientifique récent montre que la majeure partie de toutes les réserves énergétiques connues doivent être laissées dans le sol pour qu'il y ait au moins une chance infime d'éviter un réchauffement de plus de 1,5 °C<sup>6</sup>. Pour être plus précis, d'ici 2050, il faudrait laisser intact environ 90 % du charbon, 60 % du pétrole, 60 % du gaz et 99 % du pétrole non conventionnel. Inutile de préciser que le compte n'y est pas. Et pour l'heure, le seul consensus réellement établi est celui de privilégier des choix à court terme qui ne remettent en cause ni les objectifs de croissance économique, ni les modes de production et de vie dictés par le capitalisme. Les

orientations vont dans le sens promu par les multinationales depuis plusieurs décennies, à savoir, un engagement volontaire du secteur privé dans le développement durable et la financiarisation de la nature, plutôt qu'une intervention des gouvernements par le biais de réglementations contraignantes<sup>7</sup>. Nul ne s'étonnera donc que les mesures de protection de l'environnement soient élaborées selon les intérêts propres au marché, et que le développement des énergies dites renouvelables et des biotechnologies soit pensé comme source de profits colossaux. Le Fond Monétaire International ne s'y trompe pas en

prévoyant un surcroît d'investissements à hauteur de 20 000 milliards de dollars sur les deux prochaines décennies afin de faciliter une « transition réussie vers une économie verte » !

Les engagements pris par les instances décisionnelles au niveau mondial ont déjà largement montré leurs insuffisances et leur effets délétères, mais surtout leur capacité à faire diversion face à la nécessité d'une action réelle. Au lendemain de la Cop 26, l'entreprise Airbus décrochait un méga-contrat de plus de 30 milliards de dollars au salon

de l'aéronautique de Dubaï, la politique agricole commune (PAC) reconduite en Europe privilégiait comme à son habitude l'agro-industrie polluante, la France annonçait sa relance du nucléaire, et l'administration Biden organisait la plus grande vente aux enchères fédérale de forage en mer de l'histoire des États-Unis... Les revendications de justice sociale et environnementale émises dans les rues de Glasgow lors du contre-sommet restaient quant à elles lettre morte, tandis que les lobbys pro-énergies fossiles avaient leur place bien au chaud auprès des dirigeants. Pour autant, des solutions existent, et ce qu'il faudrait faire, au moins dans un premier temps, reste assez évident : « mater les lobbys et les entreprises polluantes et extractivistes, laisser le carbone dans le sol, stopper l'agriculture industrielle, mettre en place un rationnement écologique (sur le CO2 par exemple), changer le système fiscal, changer les modes de transport et d'alimentation, punir avec une égale sévérité les atteintes à l'environnement et les atteintes aux biens et personnes »<sup>8</sup>. Mais pour cela, c'est tout un monde qu'il faut changer... [Fred]

1. « Les Révoltes du ciel - Une histoire du changement climatique XVe-XXe siècle » - Jean-Baptiste Fressoz, Fabien Locher - Éditions Seuil - Octobre 2020

2. « Combien pour sauver la Planète ? La fuite en avant des investissements verts » - Nelo Magalhães - Revue Terrestres - Février 2020, voir également : « Carbon Democracy, Le pouvoir politique à l'ère du pétrole » - Timothy Mitchell - Éditions La découverte - Octobre 2013

3. « Désintellectualiser la critique est fondamental pour avancer » - Jean Baptiste Fressoz - Revue Ballast - Juin 2018

4. Intervention d'une personne présente dans le public lors du Festival « Agir pour le vivant » à Arles en août 2020

5. « Les nouveaux marchés financiers sur la nature expliqués à ma grand-mère » - Frédéric Hache - Rapport du Green Finance Observatory - Octobre 2021

6. « Unextractable fossil fuels in a 1.5°C world » - Paul Ekins, James Price, Steve Pye, Dan Welsby & - Revue Nature - Septembre 2021

7. « Nature, Le nouvel eldorado de la finance » - Sandrine Feydel, Christophe Bonneil - Éditions La découverte - Mai 2015

8. « Désintellectualiser la critique est fondamental pour avancer » - Jean Baptiste Fressoz - Revue Ballast - Juin 2018



## Reprendre la Terre aux machines

L'Atelier Paysan est une coopérative qui conçoit et fabrique du matériel agricole dans une logique d'autonomie par l'entraide, et de rupture avec l'agriculture « industrielle ». Les machines sont conçues par des paysan.ne.s, construites lors d'ateliers collectifs, et sont faites pour s'adapter aux besoins spécifiques de chaque ferme et pour être réparées facilement. Pendant le confinement du printemps 2020, leurs activités étant mises en suspens, une poignée de membres en a profité pour écrire un « manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire » intitulé Reprendre la Terre aux machines (collection Anthropocène - Seuil). Merci le confinement, car ce livre est un bijou ! Concis mais complet, facile à lire, il éclaire l'évolution historique de l'agriculture, les (des)équilibres actuels, et les pistes de transformation.



### Les « alternatives » ne suffisent pas

L'agriculture et l'alimentation « modernes » ont une responsabilité importante dans la dégradation des écosystèmes et de notre santé. Emissions de gaz à effet de serre, dégradation des sols et de la biodiversité, pollution des eaux, tout cela pour fournir de la nourriture ultra-transformée, trop grasse, sucrée ou salée, provoquant diabète, obésité ou cancers. Et parallèlement, la souffrance des agricultrices et agriculteurs est immense, avec un taux de suicide supérieur de presque 30 % aux autres professions. Tout cela a déjà bien été documenté, et ce livre ne revient pas dessus en détail.

Partant de ce constat, de nombreux.se.s paysan.ne.s et consommateurs et consommatrices ont fait le choix de développer d'autres formes de production et de consommation, comme l'agriculture biologique ou les circuits courts. Dans ce mouvement des alternatives, dans lequel se situe l'Atelier Paysan, il y a souvent l'espoir de servir d'exemple à la population et aux décideurs, ce qui permettrait à terme de généraliser ces alternatives. Mais l'Atelier Paysan considère aujourd'hui que « ces alternatives ne constituent pas un projet politique en elles-mêmes, et ne mettent pas en danger

l'agriculture industrielle ». Ainsi, les ventes de pesticides ont augmenté de 22 % entre 2009 et 2018, les terres arables continuent de reculer au profit du béton à raison d'un département français moyen tous les dix ans, des dizaines de fermes disparaissent chaque semaine, et « ceux qui restent travaillent sur des exploitations toujours plus capitalistiques : de plus grosses machines, des surfaces plus grandes, avec des bâtiments plus chers et des dettes plus pesantes ».

Pour comprendre pourquoi le système reste figé dans sa logique destructrice, il faut déjà décortiquer et comprendre son fonctionnement. C'est l'objet d'une bonne partie de ce livre, qui revient sur les mécanismes historiques, technologiques, sociologiques et économiques ayant conduit à la situation actuelle. Cela permet notamment de replacer la responsabilité : pour l'Atelier Paysan, les agriculteurs et agricultrices en « conventionnel » sont trop souvent désigné.e.s comme responsables des conséquences écologiques et sanitaires néfastes du secteur, alors qu'ils et elles sont plutôt victimes d'un système qui les emprisonne dans ce rôle.

### Les verrous de la modernisation

La plupart des exploitant.e.s agricoles ne sont aujourd'hui que de simples rouages dans la machine agro-alimentaire, produisant des matières premières pour l'industrie de la transformation et la grande distribution, sans véritable contrôle sur leur outil de production. C'est le résultat de la « modernisation » de l'agriculture, entamée dès le XIXe siècle, accélérée après la deuxième guerre mondiale et toujours à l'œuvre aujourd'hui. Elle est le fruit de l'idéal de progrès de la civilisation occidentale, et du mépris des classes dominantes pour les paysan.ne.s et le travail de la terre. Le « progrès » permettait alors de se débarrasser des labeurs agricoles répugnants, et de « civiliser » les paysan.ne.s. Mais la modernisation répond aussi au besoin du capitalisme de produire de la nourriture bon marché, pour dégager une plus grande part du revenu des ménages à l'achat de biens de consommation issus de l'industrie.

L'Atelier Paysan décrit plusieurs « verrous » qui permettent à cette modernisation de poursuivre sa logique malgré ses effets délétères. D'abord un verrou politico-

économique, avec les accords de libre échange internationaux et le marché unique européen institué dans les années 1990. Ces accords permettent aux produits agricoles et alimentaires de circuler librement, tirent donc les prix vers le bas, et font disparaître les producteurs et productrices des pays où le travail est mieux rémunéré et protégé. La France, qui était autosuffisante en fruits et légumes au début des années 1990, ne produit aujourd'hui que la moitié de ce qu'elle consomme, pendant que l'Espagne s'est imposée comme un exportateur majeur de produits agricoles.

Un autre verrou finement décrit par l'Atelier Paysan est le poids de la FNSEA, le syndicat agricole majoritaire. La FNSEA est omniprésente dans le monde agricole : chambres d'agriculture, assurances, banques, MSA (la sécu agricole), formation professionnelle, etc. Depuis toujours, elle organise avec l'État la modernisation de l'agriculture, qui profite à ses dirigeant.e.s pleinement intégré.e.s à l'agriculture capitaliste. Et alors même que ses orientations font disparaître plus de 200 fermes par semaine, elle se pose parallèlement comme protectrice de la filière et de l'identité agricole, notamment face aux « attaques » de celles et ceux qui vou-

draient changer le modèle agricole. Selon l'Atelier Paysan, cette imposture fonctionne grâce à la difficulté pour les agricultrices et agriculteurs de reconnaître que tout ce qu'on leur a fait faire depuis des décennies était une erreur. Le syndicat joue alors sur la peur qu'un changement de modèle agricole fasse disparaître les exploitations agricoles « modernes » auxquelles les exploitant.e.s vouent leur vie.



Le livre décortique aussi le verrou technologique, en mettant en évidence que « la technologie n'est pas neutre : elle est une force de transformation du monde – du monde sensible et du monde social ; elle est porteuse de logiques de séparation et de domination, de pertes de savoir-faire et d'autonomie » Elle façonne les paysages et les vies. Ainsi le tracteur, source d'immenses gains de productivité, pousse à agrandir les surfaces et arracher les haies pour faciliter son utilisation. Les machines poussent aussi à la spirale de l'endettement, qui permet de se moderniser sans cesse pour ne pas couler, mais qui emprisonne dans l'exigence de rentabilité pour rembourser les emprunts. C'est ainsi que l'endettement

moyen d'un.e exploitant.e agricole était de 160 000€ en 2010, et même 200 000€ pour les moins de 40 ans ! Cette spirale accroît aussi la dépendance aux industries (pétrole, engrais, semences), censées fournir les moyens de la rentabilité.

### Les moyens du changement

Pour faire sauter tous ces verrous, l'Atelier Paysan appelle à un vaste mouvement visant l'installation d'un million de paysan.ne.s en dix ans. Sacrée inversion de tendance, puisqu'il n'y en a plus que 400 000 aujourd'hui, contre 5,1 millions en 1954 ! Un tel mouvement se baserait sur trois piliers : le rapport de force, les alternatives et l'éducation populaire, et aurait trois revendications principales. D'une part, des « prix minimum d'entrée » pour les importations, pour rompre avec le libre échange sans tomber dans un protectionnisme « souverainiste ». En effet, ce mécanisme ne pousserait pas les exportateurs des autres pays à baisser leurs prix, au contraire il les forcerait à les augmenter. Cela pourrait permettre l'émergence de mouvements sociaux locaux réclamant une meilleure rémunération du travail agricole. D'autre part, la mise en place d'une sécurité sociale de l'alimentation, basée sur les trois piliers de la sécu : universalité, cotisations sociales et conventionnement. Ainsi, chaque citoyen.ne cotiserait pour avoir ensuite accès à une certaine quantité de nourriture produite par des paysan.ne.s conventionné.e.s selon des critères choisis démocratiquement. Enfin, une désescalade technologique, avec la généralisation de technologies qui émancipent, contrairement aux technologies actuelles qui emprisonnent.

La richesse des réflexions sur ces propositions est extrêmement stimulante, et représente encore un argument pour (s')offrir ce super bouquin pour Noël. Elle donne aussi envie de pousser la réflexion pour d'autres secteurs d'activités, car il n'y a pas que l'agriculture à transformer ! [Joce]



## On nous bassine avec le « woke »

### Le wok en guise de préambule

En vogue puis en disgrâce, soumis aux fluctuations des modes culinaires, un temps vanté, je présume, par les éminences de « Femmes actuelles », le wok, cette poêle en fer, ultra-légère et pas chère, le wok a fait son temps. C'est vrai qu'il vieillissait mal le wok. On ne pouvait même pas le reconvertir en pot de fleurs à cause de la rouille.

Et pourtant, le wok c'était pas si mal comme concept gastronomique, à la fois facile à réaliser et abordable. Un ensemble croquant sous la dent, quelque peu indigeste, admettons-le ! Sans parler de cette exquise touche asiatique sur la table ! Hélas, de nos jours, le wok n'a plus la cote malgré de nouvelles versions inox. Pour ce qui me concerne, le déclin du wok, ça m'affecte profondément, tout comme la fin du vinyle, du cheval de trait, du bouchon en liège, des bouquinistes et des porte-jarretelles... « Tout fout le camp, faut s'y faire, ma bonne dame ! »

### Le « woke », le « tintouin » et la course au pouvoir

Un petit « e » en plus, et l'on passe du Mandarin à l'Anglais, du repas sans chichis à une sémantique d'élite branchée. (Ouf, la transition !).

Depuis plusieurs mois le « woke » s'invite, omniprésent à tous les débats. Des journalistes, des politiciens, des philosophes, bref des personnes influentes sur l'opinion, tout le monde a son mot à dire sur le fameux « woke ». À croire que si on ne s'exprime pas sur le « woke », on ne fait pas partie du monde des vivants. On dirait même qu'une fracture, une de plus, vient de voir le jour : les « woke » d'un côté, et les non « woke » de l'autre. À<sup>2</sup> moins qu'il ne s'agisse simplement d'un nouveau juron, une nouvelle insulte à ajouter à la truculente liste du capitaine Haddock ?

Tout cela a fini par me turlupiner grave. J'ai commencé par m'interroger sérieusement : Suis-je « woke » ? Au vu de l'état actuel de mes connaissances, assurément.

Puis j'ai interrogé mon compagnon de vie : « T'es "woke", toi ? » Il m'a répondu avec son humour basiquement québécois : « Qu'est-ce que ça mange en hiver ? », (sous-titrage : « c'est quoi ça ? »). J'ai posé la question à mon voisin immédiat : « Christian, dis-moi, t'es "woke", toi ? » Lui, il m'a répondu, les yeux ronds : « Qu'es aquo ? » J'ai interrogé ma rebelle de petite-fille : « T'es "woke", toi ? » Elle m'a fait comprendre qu'elle était « woke » depuis sa naissance.

Ainsi s'est terminé mon modeste sondage, guère pire somme toute, question échantillonnage, qu'un sondage IFOP avec 1060 interrogés sur 66 millions de Français. Il

COMMENT  
**WOKE**  
EST DEVENU UN  
**GROS MOT**

faut croire que ce mot n'évoque rien pour bien des Français, qui ont d'autres préoccupations, notamment leurs fins de mois, et que beaucoup sont « woke » sans le savoir, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose sans le vouloir.

Mais il faut voir plus loin : ce clivage qui parvient à brouiller les classiques notions de droite et de gauche, et c'est bien là le danger, n'est-il pas créé et entretenu pour être politiquement exploité ? Il faut se rappeler que le « trumpisme » aux Etats-Unis s'était construit (et il n'est pas mort) en divisant, accusant, caricaturant, braquant les gens les uns contre les autres, en fragmentant une société déjà passablement morcelée. N'y aurait-il pas quelques similitudes en France aujourd'hui avec tout ce discours pour dénigrer ce « woke » protéiforme, ce nuisible, d'autant plus inquiétant qu'il est composite et mal identifié ? « Attention, braves gens, le "woke" est à nos portes ! »

Conclusion personnelle assumée. Le « woke » (mot anglais signifiant « éveillé » né du mouvement anti-raciste aux U.S.A.), une fois importé en France, s'est mué en un infâme placard où les conservateurs de tous bords, les défenseurs de l'ordre établi, les maîtres bien-pensants, tentent de fourguer en vrac un agrégat d'opposants aussi bien à l'injustice sociale, au racisme, au sexisme, à la maltraitance animale, au colonialisme, à l'homophobie, que des partisans de l'écriture inclusive\* ... Tous dans le même panier. Le mot « woke », associé au terme péjoratif de « tintouin », balayé avec mépris par le candidat Edouard Philippe\*, permet de jeter un discrédit massif sur celles et ceux qui dénoncent, bousculent, et dérangent, sur des minorités, qui décidément font beaucoup trop de bruit. Le « wokisme » une fois présenté comme une démarche idéologique structurée (ce qu'elle n'est pas, du moins en France actuellement), voire un dogme, est ainsi érigé en menace contre la société, une sorte de complot pour saper ses piliers, l'empêcher de continuer à tourner rond avec toutes ses confortables certitudes. Une bête à abattre en clair.

Le pouvoir, plus que jamais en période pré-électorale, a besoin de créer des peurs pour se maintenir en place alors même que des postulants démagogiques les utilisent sans vergogne pour y accéder. Il est tellement facile de brandir des épouvantails : un magma de « woke » en embuscade, des terroristes à tous les coins de rue, des migrants envahisseurs, des tire-au-flanc qui ruinent le pays, sans oublier d'ajouter le Covid à cette sordide mixture.

[Danielle Pelletier]

\* Propos tenus par Edouard Philippe : « Je suis contre le "wokisme", la cancel culture et tout le tintouin » (octobre 2021).

« Les décoloniaux, les indigénistes, les intersectionnels, les woke... c'est tout aussi délirant ! Ce sont des marginaux ! » - Claude Malhuret, sénateur de l'Allier (octobre 2021).

\* « Le Petit Robert » a été accusé de « wokisme » pour avoir osé ajouter le pronom « iel » (ni masculin ni féminin) à son dictionnaire.

## A la frontière de l'inhumanité

Ce n'est pas nouveau, mais ne faut-il pas se le rappeler régulièrement : des milliers de réfugiés meurent aux frontières de l'Europe, et... en Europe. Lorsque le 24 novembre, 27 d'entre eux se noient quasiment sous nos yeux à quelques encablures de Calais, les politiques versent des larmes de crocodiles pendant 24h pour passer rapidement à l'ordre du jour et réfléchir aux moyens de stopper leur venue. Dorénavant, Frontex, l'agence européenne des garde-frontières et des garde-côtes, survolera jour et nuit la Manche pour empêcher les traversées.

Lorsque plusieurs milliers d'exilés, souvent en famille, sont bloqués à la frontière polonaise placée sous état d'urgence, dans une jungle marécageuse, par un froid glacial, sans accès à de l'eau potable ni à de la nourriture, sous prétexte que le dirigeant biélorusse les instrumentalise, on oublie de dire que ces réfugiés fuient la guerre ou des conflits armés en Irak, Syrie, Libye et Yémen dans lesquels des Etats européens sont directement ou indirectement impliqués.

Quand chaque semaine des dizaines de personnes s'échappant de l'enfer libyen périssent en Méditerranée, une mer de plus en plus militarisée, on nous raconte que la fameuse agence Frontex, forte de 2000 agents et d'un budget constamment augmenté, est « engagée à sauver des vies en mer, en étroite coopération avec tous les acteurs opérationnels ». Or la réalité est toute autre : elle ne sauve pas de vies et n'informe pas les ONG présentes en mer des chaloupes à la dérive. Au contraire, elle collabore avec les garde côtes libyens qui traquent les réfugiés et les ramènent brutalement vers la Libye. Ses membres n'hésitent pas à effectuer eux-mêmes des renvois illégaux (pushback) d'embarcations de réfugiés tentant de franchir la mer entre la Turquie et la Grèce. Sans oublier que les navires de secours, s'ils ne sont bloqués à quai pour des raisons factices, sont souvent contraints d'errer avec à bord des centaines de réfugiés parmi lesquels des malades, des femmes enceintes, des personnes traumatisées, quémendant parfois pendant des semaines le droit d'accoster.



Tandis que les Européens font mine de s'offusquer du projet de mur de Trump à la frontière mexicaine, la forteresse Europe s'érige inexorablement avec des barrages appelés cyniquement « murs anti-migrants ». Il en existerait à l'heure actuelle onze, soit 1200 km de barbelés tranchants et de murs en béton ! Le plus ancien, séparant l'Afrique de l'Europe, se situe à Ceuta et Melilla. En Bulgarie, 176 kilomètres de clôtures de barbelés marquent la frontière avec la Turquie. La Hongrie a dès 2015 réalisé à la frontière avec la Serbie et la Croatie 175 kilomètres de clôtures de barbelés de quatre mètres de haut. Une autre existe entre la Grèce et la Turquie et d'autres à la frontière de la Lituanie, de la Lettonie, de l'Autriche. La Pologne projette quant à elle la mise en place d'un mur la séparant de la Biélorussie; sans oublier la barrière de Calais de 4 m de hauteur et long d'un kilomètre, financé par la Grande-Bretagne.

Les murs ne pouvant que freiner l'arrivée de réfugiés sans la stopper, un maillage de centres, véritables camps d'internement pour certains, est en cours de réalisation avec des fonds européens. Des Etats proches ou plus lointains du pourtour méditerranéen bloquent les passages de telle sorte que les réfugiés sont parqués dans des camps officiels comme au Niger, en Turquie et en Grèce mais souvent informels comme au Maroc ou à Calais. Le nouveau camp pour demandeurs d'asile inauguré en septembre 2021 sur l'île de Samos en Grèce est décrit comme une véritable « prison à ciel ouvert » par Médecins sans frontières. Ce centre moderne, isolé, ultra-sécurisé sert de pilote pour les futurs camps.

Les dirigeants européens violent un principe fondamental : Toute personne cherchant protection a le droit de demander l'asile dans l'espace Schengen. Une grande partie des personnes cherchant l'asile pourrait l'obtenir si ce principe était respecté. L'équation est donc simple : Conserver le droit d'asile sans avoir à l'appliquer. Il faut en conséquence empêcher les réfugiés d'entrer en Europe pour ne pas avoir à leur garantir cette protection. Les responsables européens considèrent qu'il est nécessaire de resserrer les mesures d'exclusion et c'est pourquoi un nouveau « pacte sur la migration et l'asile » a été présenté en automne 2020 pour « mettre en place un système de gestion de

la migration prévisible et fiable » dans la continuité des conventions de Dublin.

Ce nouveau pacte - en voie d'adoption - prévoit par différents moyens de réduire le nombre de réfugiés en Europe : Afin de désaturer les camps aux frontières européennes, de nouveaux accords de réadmission seront signés avec des Etats dans lesquels il sera également possible de réaliser une « procédure frontière » ou « accélérée » pour demandeurs d'asile, lesquels se verraient d'emblée déboutés notamment s'ils sont originaires de pays dont moins d'un cinquième des demandes d'asile sont acceptées. Comble de cynisme, des centres dans lesquels sera réalisée la « procédure frontière » pourront également être installés au sein même de l'Union européenne tout en étant considérés comme extraterritoriaux. Les personnes demandant l'asile y seront enfermées puis déportés sans qu'officiellement elles aient foulé le sol européen.



Ce petit tour d'horizon non exhaustif de mesures de plus en plus policières à l'encontre de personnes en recherche de protection s'accompagne d'une répression accrue pour les solidaires, ceux et celles qui tentent de soutenir les exilés. Des centaines de personnes en Europe sont traînées devant la justice pour leur engagement. Ainsi, un procès s'est ouvert le 24 novembre à Lesbos contre Sarah Mardini et Seán Binder, deux jeunes vingtenaires, qui avec d'autres ont participé à des

opérations de recherche et de sauvetage de chaloupes à la dérive. Accusés de «trafic humain», de «blanchiment d'argent», de «fraude», «espionnage», ou encore d'appartenir à une «organisation criminelle», ils sont passibles de 25 années de prison.

Tant que des guerres seront entretenues notamment par des ventes d'armes, que des régimes liberticides seront soutenus pour des intérêts géopolitiques et économiques, que les environnements écologiques et socio-économiques seront détruits au profit de multinationales, des femmes et des hommes continueront de prendre le chemin de l'exil, pour la majorité d'entre eux vers les pays voisins où ils sont accueillis par millions. Quant aux Etats européens, ils bafouent systématiquement leurs propres principes : Le droit d'asile devrait rester inaliénable, le brader c'est sacrifier toute humanité. [Tissa]

---

Envoyez-nous vos contributions et remarques. Contact: [episodecevenol@laposte.net](mailto:episodecevenol@laposte.net)

<https://episodecevenol.noblogs.org/>

*Ne pas jeter sur la voie publique S. V. P.*